

sans examiner ces raisons l'existence du fait est incontestable.

Parlant sur le problème du chômage qui se greffe sur la question de la prospérité, mon honorable ami le chef de l'opposition (M. Bennett) a fait observer dans son discours d'hier après-midi que nous avions importé cette année pour 80 millions de dollars de marchandises étrangères de plus que l'année précédente et il a voulu démontrer à la Chambre qu'à défaut de ce relèvement dans le chiffre de nos importations le Canada ne compterait pas de sans-travail. Mon honorable ami est, ce me semble, assez homme d'affaires, il a une assez grande expérience des affaires pour savoir que tout commerce n'est qu'un échange de marchandises et de services, que ce soit entre individus ou entre nations; donc si le Canada veut exporter son surplus, —et nous avons un très grand excédent de certains produits—, il lui faut importer les produits de ses acheteurs. A ce propos je tiens à faire observer qu'il nous manque à présent certains renseignements qui nous seraient des plus précieux. Nous savons naturellement que nous empruntons de fortes sommes à l'étranger pour le développement de nos chemins de fer, etc., pour des prêts aux colons et autre objets de ce genre, nous savons que le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et nos municipalités contractent de gros emprunts à l'étranger. Or pour rembourser ces emprunts et faire face aux échéances d'intérêt nous n'avons qu'un moyen: vendre nos produits dans les marchés de l'univers. Seulement, à l'heure qu'il est nous ne savons rien de précis touchant nos obligations annuelles sous ce chef; et je suggère à l'honorable ministre des Finances (M. Robb) qu'à l'intention de la Chambre et du pays cette lacune soit comblée le plus tôt possible; ensuite nous saurons au juste à quoi nous en tenir touchant la balance du commerce. Nous ne savons pas si la balance de commerce supposée favorable l'est en réalité, car il se peut que nos obligations financières dépassent le chiffre de cette prétendue balance favorable. Nous restons dans l'obscurité au sujet de cette importante question; nous y allons à tâtons, sans savoir au juste ce qui en est. Encore une fois je prie le ministre des Finances de donner suite à cette suggestion.

Dans la Chambre comme dans le pays, on parle beaucoup du besoin d'accumuler des capitaux pour le développement de nos ressources naturelles et le relèvement de nos industries. Voici un point de vue que je veux soumettre à la Chambre. D'abord, entendons-nous sur ce qu'est le capital. La monnaie n'est pas le capital. La monnaie dans sa forme convenue n'est qu'un instru-

ment d'échange qui facilite l'échange d'une catégorie de marchandises ou de services contre une autre classe de marchandises ou services. La monnaie donc, n'étant qu'un instrument d'échange, n'est pas et ne peut jamais être du capital dans le vrai sens du mot. Le vrai capital, ce sont les terrains servant à la construction, les édifices construits sur ces terrains pour les fins de l'industrie, les instruments de production et les matières brutes essentielles à cette production. Voilà le véritable capital. Quiconque réclame l'importation de gros capitaux réclame l'importation de gros volumes de marchandises. Le capital n'entre pas au pays sous la forme de monnaie. Il y vient d'abord sous forme de crédits. Après la distribution convenue de ces crédits vient fatalement l'importation des marchandises soit du pays d'où les crédits proviennent soit de quelque autre pays; donc lorsque nous demandons l'importation de capitaux nous demandons l'importation de produits, et voilà qui ne plaît pas aux protectionnistes. Les deux termes ne sont pas synonymes; jamais ils ne pourront signifier la même chose.

Voici quelle est la situation, à mes yeux: Le Canada compte assurément à cette heure un surplus de main-d'œuvre. Ce surplus est peut-être moindre que par le passé, mais il existe certainement. Nous possédons les matières premières, tirées de nos ressources naturelles, auxquelles cette main-d'œuvre peut être appliquée, et dans la plupart des cas nous avons les instruments de production nécessaires. Je pose cette question sincèrement à tous les membres de cette Chambre. Existe-il une raison pour que nous Canadiens, ne puissions créer notre propre capital pour subvenir à nos propres besoins? Je maintiens qu'il nous est bien possible, si nous le voulons, et si nous nous organisons à cette fin, de produire notre propre capital sans l'importer et sans payer d'intérêts. La question est de la plus haute importance. Je reconnais que la proposition est formidable, mais nous n'avons jamais tenté, que je sache, de créer notre propre capital. Je ne suis pas du tout convaincu qu'il soit avantageux pour le peuple canadien d'encourager l'importation de vastes capitaux qu'il faudra éventuellement rembourser et pour lesquels nous devons payer des dividendes dans l'intervalle. Il serait plus avantageux pour le Canada, pour les travailleurs et pour toutes les classes de la population, il serait même essentiel de créer la plus forte partie de nos capitaux, de les utiliser ensuite suivant nos besoins afin de rendre plus heureuse la situation de toutes les classes du peuple canadien.

J'aimerais à consacrer quelques instants aux conditions actuelles de l'Ouest canadien. On